

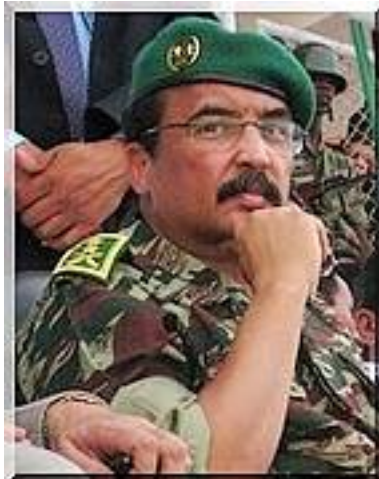


Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article1419>

Le Général Aziz à l'occasion du 28 novembre 2008

- Z - Archives - Putsh militaire du 6 août 2008 - Haut Conseil d'Etat -



Date de mise en ligne : vendredi 28 novembre 2008

Union des Forces de Progrès

"Citoyens, Citoyennes,

Nous commémorons demain une fête qui revêt pour nous une importance particulière, qui occupe une place privilégiée dans la mémoire collective de notre peuple, étant donné la signification que revêt ce repère pour chacun d'entre nous.

Effectivement, en ce jour de 1960, notre pays a recouvré son indépendance dans la fierté et la dignité, ce qui a permis au peuple mauritanien de prendre en main sa propre destinée et d'entamer l'oeuvre de construction et de développement.

Aujourd'hui, après quarante huit années d'indépendance, chacun d'entre nous a le droit, mieux, a le devoir de s'interroger sur les acquis que notre peuple a réalisés et sur la place qu'occupe notre pays dans le concert des Nations.

Chers compatriotes,

Notre pays a, sans doute, franchi des étapes sur la voie du développement dans différents domaines mais l'oeuvre accomplie demeure malheureusement dérisoire au regard des ressources naturelles considérables et des énergies humaines créatrices dont il dispose.

Il n'est pas concevable en effet qu'une partie de la population du pays souffre de famine alors que nos côtes regorgent de poissons et que notre sous-sol recèle d'incommensurables ressources naturelles.

Il est tout aussi paradoxal que notre société soit en proie au chômage alors que le pays a cruellement besoin des bras de tous ses fils dans tous les domaines.

Il est incompréhensible tout autant que notre société pâtit de l'ignorance alors qu'elle est connue, à travers l'histoire, par ses illustres ulémas, ses minarets rayonnants et l'attachement de ses habitants à la quête du savoir et à sa propagation à travers le monde.

Citoyens, Citoyennes,

Un instant de méditation s'impose aujourd'hui pour approfondir la réflexion sur la situation de notre société dans tous les domaines afin de refonder notre engagement pour la construction d'un Etat de droit où les citoyens jouissent de paix, de stabilité et de bien-être.

Pour cela, le gouvernement formé par le Haut Conseil d'Etat, au lendemain du 6 Août 2008, prône une politique de proximité avec les citoyens afin que les pouvoirs publics puissent s'enquérir de leur situation réelle et, partant, apporter des solutions aux problèmes qui leur sont posés dans la diligence requise.

Dans ce cadre, le gouvernement oeuvrera à dynamiser l'administration qui doit désormais se rapprocher des citoyens et trouver des solutions adaptées aux problèmes qui leur sont posés.

Et, comme j'ai eu à le dire dans de précédentes occasions, la conduite de réformes au niveau de l'administration

exige nécessairement l'éradication des pratiques de corruption, de prévarication et de détournement des deniers publics. Cela requiert également une politique rigoureuse de contrôle régulier et de saine gestion.

Pour renforcer les efforts d'assainissement de l'administration, le gouvernement, a engagé une lutte sans merci contre toutes les formes de gabegie, sans aucune complaisance à l'endroit des auteurs d'actes de malversation et de détournement des biens publics qu'il n'hésitera pas à traduire devant la justice.

Création d'un fonds de solidarité nationale de 16 milliards d'Ouguiyas A cet effet, une attention spéciale sera accordée à la réforme de la justice afin de pallier ses insuffisances en matière de formation et de perfectionnement du personnel et d'amélioration du système de contrôle à tous les niveaux de juridiction.

Parallèlement à la lutte contre la gabegie et la pauvreté, d'énormes efforts seront consentis pour faire face au terrorisme, pour éradiquer l'usage et le trafic des stupéfiants et lutter contre l'immigration clandestine. Des actions seront engagées également pour protéger notre société contre les maux sociaux qui s'y sont propagés.

S'agissant de la pauvreté, le gouvernement orientera ses efforts pour s'attaquer à ses causes directes et indirectes. Dans ce cadre, nous avons décidé de diminuer le rythme des dépenses publiques et de créer un fonds de solidarité nationale pour un montant de 16 milliards d'Ouguiyas non seulement pour faire face aux catastrophes naturelles et autres mais aussi pour financer les projets de nature à réduire les disparités sociales.

En matière de lutte contre le terrorisme, le gouvernement oeuvre à l'élimination des causes à l'origine de son apparition dans notre société, connue pour sa tolérance et son aversion pour la violence.

Le gouvernement s'attelle à réorganiser l'armée et les forces de sécurité sur des bases qui leur permettent d'assumer convenablement leur mission dans ce domaine.

Je profite de l'occasion pour vous adresser un appel, à tous, hommes et femmes, pour contribuer à la lutte contre le terrorisme et faire preuve de vigilance et d'esprit de responsabilité à cet égard.

En ce qui concerne la lutte contre l'usage et le trafic des stupéfiants, le gouvernement entreprend actuellement les enquêtes nécessaires pour connaître les véritables causes qui sont derrière l'absence de sérieux dans la prise en main de ce dossier par les gouvernements précédents. Vous serez édifiés sur les résultats de ces enquêtes dès qu'elles seront achevées.

Quoiqu'il en soit, le Haut Conseil d'Etat est résolu à éradiquer l'usage et le trafic des stupéfiants sur l'ensemble du territoire national.

Dans ce cadre, je vous appelle, hommes et femmes, à contribuer efficacement à sévir contre la déliquescence morale qui se reflète par les entorses aux lois et à insignes valeurs qui sont les nôtres.

Pour ce qui est de l'immigration clandestine, nous entendons lutter par tous les moyens contre ce phénomène. Et nous n'accepterons pas que notre pays soit transformé en zone de transit pour les migrants clandestins.

Chers compatriotes,

Sur le plan social, le travail du gouvernement ne se limitera pas à ses questions. Le gouvernement déploiera tous

ses efforts pour éradiquer les séquelles de l'esclavage dans notre société et s'attellera à créer les conditions propices au retour et à l'insertion de nos compatriotes revenant dans leur pays.

Sur un autre plan, le gouvernement étudiera avec les parties concernées les solutions appropriées au problème de passif humanitaire en vue de renforcer les liens de fraternité entre les composantes de notre peuple.

Dans le domaine de la santé, le gouvernement oeuvrera à l'amélioration des prestations fournies aux citoyens en vue de limiter le recours aux évacuations sanitaires à l'étranger. A cet effet, un centre d'oncologie sera ouvert dans les prochains jours à Nouakchott, ainsi qu'un hôpital pour la maternité et l'enfance et un centre de cardiologie.

De même, il sera procédé à la réhabilitation de la polyclinique de la capitale pour qu'elle puisse prendre en charge les malades dans des conditions convenables. Les centres de santé seront dotés en équipements et matériels nécessaires au rehaussement du niveau et de la qualité de leurs prestations.

Chers compatriotes,

Vous savez sans doute que le monde connaît aujourd'hui une crise financière dont les répercussions commencent à se répercuter négativement sur les économies des pays. Il est prévu que cette crise entraîne une récession de l'économie mondiale. En dépit de ces conditions, le gouvernement s'attellera à stabiliser le taux de croissance comme il veillera à assurer une gestion optimale de l'ensemble de nos ressources naturelles et à en contrôler l'exploitation de façon rigoureuse.

Les pouvoirs publics prendront les mesures nécessaires pour renforcer le pouvoir d'achat des citoyens et limiter l'inflation.

En outre, il ne sera ménagé aucun effort pour attirer les investisseurs étrangers et leur offrir des opportunités d'investissement identiques à celles dont bénéficient les promoteurs nationaux.

Citoyens, citoyennes

Les actions conduites par les pouvoirs publics en vue de relever le taux de croissance mettront l'accent sur le département du développement rural en sa qualité de secteur porteur qui a été, des décennies durant, marginalisé et considéré comme étant sans grand apport à l'économie.

Dans ce cadre, le gouvernement s'attellera à accroître la production agricole, surtout au niveau des cultures pluviales dans le but de garantir l'autosuffisance alimentaire.

Pour assurer l'extension des superficies cultivables, les efforts nécessaires seront fournis pour l'acquisition d'équipements modernes et une exploitation rationnelle du potentiel hydrique destiné au secteur de l'irrigué.

L'élevage sera au centre de l'action du gouvernement pour qu'il soit intégré dans le circuit économique et pour rehausser son niveau de rentabilité. A cet effet, un organisme de crédit sera créé au début de l'année prochaine pour aider les éleveurs à surmonter les difficultés auxquelles ils font face, particulièrement en période de soudure. Le gouvernement fournira les efforts nécessaires pour organiser ce secteur, encadrer ses promoteurs et les aider à exploiter, au mieux, la ressource animale.

Dans le domaine de l'enseignement, le gouvernement conduira les réformes nécessaires pour que le système éducatif soit adapté aux exigences modernes en terme de niveau et d'adéquation aux besoins en formation et spécialement dans les filières professionnelles.

Pour contribuer à la résorption du chômage, il sera créé, dans une première phase, au cours de l'année prochaine, sept centres de formation professionnelle qui dispenseront un enseignement de qualité dans les domaines où il y a un déficit de compétences qualifiées sur le marché de l'emploi.

Au niveau des infrastructures, le gouvernement accordera un intérêt particulier à l'entretien routier ainsi qu'au contrôle et à l'accélération du rythme d'édification des nouveaux ouvrages.

Dans ce cadre, nous avons supervisé, ces derniers jours, le lancement d'un programme ambitieux de construction de routes à Nouakchott, ce qui favorisera la fluidité du trafic et le désenclavement de nombreux quartiers populaires. Le gouvernement mettra en place un plan d'action national visant à renforcer la sécurité routière. A cet effet, un nouveau code de la route entrera en vigueur et il sera veillé à son application sur toute l'étendue du territoire national.

S'agissant du transport aérien, nous assurons depuis quelques jours la gestion de notre espace aérien à partir de Nouakchott, ce qui nous permettra une meilleure maîtrise du trafic aérien dans notre pays.

D'un autre côté, les études nécessaires pour l'élaboration d'un plan directeur des aéroports seront menées.

Dans les prochains jours, le gouvernement recherchera les financements pour la construction, à proximité de la capitale, d'un aéroport répondant aux normes internationales. En attendant la mobilisation de ces financements, les travaux d'entretien de l'aéroport actuel de Nouakchott se poursuivront systématiquement, comme c'est le cas pour les travaux de réhabilitation en cours au niveau de sa piste.

Chers compatriotes,

Il est certain que la faillite ou la mise en faillite délibérée d'Air Mauritanie, objet d'une enquête en cours pour en déterminer les causes, a porté un coup fatal au secteur national du transport aérien. Toutefois, l'Etat ne ménagera aucun effort en vue de créer une compagnie aérienne à même de contribuer au développement du pays.

Un pôle de développement au niveau du port de pêche artisanale de Tanitt Nous nous attèlerons aussi à la modernisation des infrastructures dans le secteur du transport maritime tout comme nous procéderons à la création d'un pôle de développement au niveau du port de pêche artisanale de Tanitt. De même, l'étude du plan directeur de la baie de Nouadhibou sera parachevée et les installations météorologiques, qui feront l'objet d'une extension, seront modernisées.

Dans le secteur de l'urbanisme et de l'habitat, le gouvernement veillera à la mise en oeuvre d'une politique adéquate pour mettre un terme à l'anarchie qui caractérise le domaine foncier et conférer à nos cités l'image qui leur sied. Cela permettra d'éradiquer le phénomène de l'habitat précaire et créer un environnement institutionnel et réglementaire propice à l'amélioration des conditions d'habitat, en particulier dans les grandes villes.

Le gouvernement s'emploiera également à la mise en oeuvre d'un plan de réhabilitation des bâtiments administratifs existants et à la construction des édifices nécessaires pour abriter les services publics. Dans ce cadre, l'année prochaine connaîtra une intense activité de construction à travers, notamment, la réalisation d'édifices destinés à

abriter le Premier ministre, le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, d'autres départements ministériels en plus de la Haute Cour de Justice et de la Communauté Urbaine de Nouakchott. Le gouvernement présentera, par ailleurs, au parlement un projet de loi d'orientation en matière d'aménagement du territoire.

Citoyens, Citoyennes,

Vous saisissez sans doute que le problème du déficit en eau et en énergie dans notre pays requiert toute l'attention du gouvernement. C'est pourquoi les services en charge de ces secteurs exécutent actuellement des programmes ambitieux dans ces domaines, portant notamment sur la réalisation de nombreux forages et la prospection pour l'identification de nappes phréatiques.

Dans ce cadre, les travaux du projet d'exploitation de la nappe du Dhar, au Hodh Charghi, commenceront au début de l'année prochaine. Ce projet permettra d'alimenter en eau potable les villes de cette wilaya.

S'agissant de la ville de Nouakchott, les problèmes d'eau potable ne se poseront plus dans la période qui nous sépare de la mise en fonction du projet Aftout Essahli en 2010. Le gouvernement s'attellera à mobiliser les financements nécessaires à la réalisation de réseaux modernes de distribution d'eau et d'assainissement dans la capitale.

Pour ce qui est de l'énergie, le début de l'année prochaine connaîtra le démarrage du projet d'électrification des villes de Barkéol, de Boumdeid, de M'Bagne, d'Amourj et de Ould Yengé. Le gouvernement étudie actuellement avec certains partenaires au développement la possibilité de construction d'une centrale électrique d'une capacité de 700 MW pour apporter une solution définitive au déficit énergétique que connaît le pays.

Chers concitoyens,

Comme je viens de le dire, le gouvernement place au centre de ses priorités les questions de sécurité et de lutte contre le terrorisme et le crime organisé. A cet effet, les pouvoirs publics mettent l'accent sur la restructuration de l'institution militaire conformément aux exigences de la mission impartie aux forces armées et de sécurité dans la défense de l'intégrité territoriale et la garantie de la sécurité et de la stabilité dans le pays.

Dans ce cadre, il sera procédé à la création et à l'équipement d'unités militaires qui veilleront à la sécurité et à la stabilité sur l'ensemble du territoire national. Ces unités seront appuyées par une force aérienne dissuasive. En plus de cela, il sera procédé à la création d'une école militaire d'enseignement secondaire dans le but de rehausser le niveau d'enseignement dans le pays en général et au niveau de l'armée en particulier.

Citoyens, Citoyennes,

Le triomphe face aux défis qui interpellent notre pays est intimement dépendant de votre disponibilité au sacrifice en faveur de la Patrie.

C'est ici le lieu de souligner que votre soutien agissant au mouvement de la rectification, venu à l'aube du 6 août dernier mettre un terme définitif aux crises politiques, économiques et sociales qui frappaient le pays ainsi qu'aux pratiques nocives telles la corruption, la malversation, la mauvaise gestion et la démission des pouvoirs publics face aux intérêts du citoyen, suscite beaucoup d'espoir.

Citoyens, Citoyennes,

Le Haut Conseil d'Etat a mis définitivement fin aux pouvoirs de l'ancien président dans le but de sauver le pays des dangers qui le menaçaient et de le soustraire aux crises dans lesquelles il se débattait. Le Haut Conseil d'Etat n'avait entrepris cette action ni par désir de prendre le pouvoir et encore moins pour y rester. Si c'était le cas, nous n'aurions pas veillé scrupuleusement à la continuité du fonctionnement des institutions démocratiques, à la garantie de la liberté d'expression et à la sauvegarde de tous les droits que confère la constitution au citoyen.

Vous n'êtes pas sans savoir que le changement n'a concerné que là où réside le disfonctionnement au niveau de l'exécutif et que le gouvernement est à pied d'oeuvre actuellement pour mettre en place les mécanismes nécessaires pour le démarrage de journées de concertation qui détermineront la durée de la période de transition et les conditions appropriées pour l'organisation d'une élection présidentielle transparente et démocratique. Je saisis ici cette opportunité pour vous demander de participer à ces journées en faisant preuve de sens de maturité et d'esprit de responsabilité.

Comme j'ai eu à le souligner auparavant, le recours par certains à l'extérieur trahit leur manque de confiance en eux-mêmes, en leur peuple et leur déficit de crédibilité à l'intérieur du pays. Ces milieux ont des visées personnelles qui, seules, justifient le tintamarre qu'ils débitent ainsi que leurs tentatives de semer la discorde et la haine. Citoyens, Citoyennes,

Cette fête est une occasion où nous avons le devoir de nous recueillir au souvenir des héros de la résistance, qui se sont sacrifiés pour la défense de la Patrie, sa souveraineté et pour la dignité de ses fils. A ceux-ci, nous rendons le vibrant hommage qu'ils méritent de nous tous, implorant Allah d'avoir leurs âmes et de les entourer de sa miséricorde et de son pardon.

Je vous remercie"

AMI